

Zeitschrift: Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire

Herausgeber: [s.n.]

Band: 30 (2023)

Heft: 3: Das Material der Public History = Le matériel dans l'histoire publique

Artikel: Histoire publique, trajectoires de carrière et effets de genre : retour d'expérience

Autor: Debluë, Claire-Lise / Weber, Anne-Katrin

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1050067>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 12.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Histoire publique, trajectoires de carrière et effets de genre

Retour d'expérience

Claire-Lise Debluë, Anne-Katrin Weber

Septembre 2019. La fin de l'été est clémence et le Covid n'est pas encore passé par là. Notre exposition s'ouvre à Lausanne, sur la place de l'Europe située au cœur du quartier du Flon. Cette année-là coïncide avec le centenaire du Comptoir suisse; l'occasion de développer un vaste projet d'histoire publique autour de l'histoire politique, économique et sociale de la Foire de Lausanne.¹ La conception du projet aura duré près de deux ans, des premières recherches de financement, entreprises au cours de l'année 2017, jusqu'à l'inauguration de l'exposition. Soutenu notamment par le Fonds national suisse de la recherche scientifique (FNS) et son programme Agora lancé en 2012, notre projet avait pour vocation première d'encourager le dialogue entre l'Université et la Cité – conçue ici dans le sens de la société au sens large, y compris les publics non institutionnels et non spécialistes – à travers une série d'activités et d'interventions dans l'espace public. En cela, il s'inscrivait dans un effort de plus en plus soutenu au sein des universités et des hautes écoles pour encourager le partage des résultats de recherche avec la société civile et stimuler les échanges entre le monde scientifique et non académique. Nos propres travaux, situés à la croisée de l'histoire culturelle, de l'histoire des médias et des *exhibition studies*, ont fourni le point de départ de ce projet. À l'approche du centenaire du Comptoir suisse, il nous semblait que nous disposions d'un «objet idéal» – à la fois extrêmement populaire auprès des Lau-sannois·es, mais totalement méconnu sur le plan de son historiographie, qui nous permettait de nouer un dialogue ambitieux avec le public autour d'enjeux propres à l'exercice du métier d'historien·ne. Nous y reviendrons. Car si notre projet avait bien sûr vocation à retracer l'histoire de cette foire commerciale, l'objectif était aussi d'y adosser une réflexion épistémologique sur les pratiques de l'histoire à l'ère numérique. Plus qu'une fin en soi, le centenaire du Comptoir suisse fut d'abord une occasion de mener à bien un projet d'histoire publique qui articulait vulgarisation scientifique d'un contenu élaboré en amont par nos soins et médiation scientifique. La coconstruction des savoirs et le partage d'expériences devaient en être les points cardinaux. En cela, il s'agissait aussi de nous éloigner des discours commémoratifs et nostalgiques qui ne manqueraient pas de se faire jour à l'approche de la date anniversaire. En 2018 pourtant, le Comptoir suisse

fermait définitivement ses portes à l'issue de sa 99^e édition. Le centenaire n'eut jamais lieu et ce coup d'arrêt définitif nous donna le champ libre pour revisiter l'histoire de la foire lausannoise sans risquer d'être entraînées dans un maelström de célébrations officielles.

La première partie de l'article revient sur certaines des particularités de ce projet et sur le dispositif d'exposition mis au point pour incarner matériellement le travail de l'historien·ne dans l'espace public. Nous y abordons en particulier la manière dont le «tournant numérique» fut thématisé et mis en forme sans recourir aux outils numériques usuellement utilisés dans des projets d'histoire publique, comme le *crowdsourcing*, cela afin de privilégier les interactions en présentiel entre médiateurs·trices et visiteurs·euses. Dans une seconde partie, nous suggérons d'étendre notre définition des «matériaux» de l'histoire publique, pour réinscrire cette fois notre propos dans une réflexion plus large sur les conditions pratiques de mise en œuvre de tels projets par des enseignant·es-chercheurs·euses aux profils de carrière diversifiés. Car si les «matériaux» – photographiques, numériques, textuels – de l'histoire étaient au cœur de notre projet et de sa démarche participative, cette expérience nous a aussi amenées à réfléchir de manière plus approfondie sur les «matériaux» de la recherche en tant que telles, «matériaux» qui renvoient donc également à nos propres trajectoires de chercheuses.

Ainsi, notre article aborde la question des «matériaux de l'histoire publique» par le prisme de trois enjeux intimement liés: la mise en scène de sujets historiques dans l'espace public; le traitement d'enjeux méthodologiques (le «tournant numérique») dans un contexte de médiation scientifique; les politiques de la recherche et les politiques institutionnelles entourant la réalisation de projets d'histoire publique en Suisse. Conçu comme un retour d'expérience, cet article voudrait stimuler la réflexion autour des conditions de faisabilité de projets de communication scientifique dans le cursus de chercheurs·euses en sciences humaines. Plutôt que d'interroger les publics auxquels s'adressent de tels projets – une question largement traitée par certains de nos collègues historien·nes ces dernières années² –, cet article propose de revenir sur leur contexte de réalisation et leurs conditions de possibilité, qu'elles soient d'ordres budgétaire, matériel ou organisationnel. À notre sens, une réflexion sur les «matériaux» de l'histoire publique peut aussi prendre la forme d'une discussion sur des enjeux concrets, renvoyant aux conditions mêmes de l'exercice de notre métier, et qui nous paraissent trop rarement abordés dans la littérature scientifique sur le sujet.

Valoriser le patrimoine iconographique

En 2017, lorsque nous entamions les premières démarches pour mettre sur pied notre projet d'histoire publique, il n'était alors guère possible de faire abstraction du prochain centenaire du Comptoir suisse. Connaissant l'engagement de la Ville de Lausanne et du Canton de Vaud dans sa création et son développement, l'approche de cet anniversaire laissait présager l'organisation de nombreux événements commémoratifs, sous le sceau de l'officialité. À l'opposé d'une célébration teintée de nostalgie, nous souhaitions aborder la manifestation d'un point de vue historique et critique, tout en rendant hommage à sa dimension populaire. Mais c'est surtout l'ancrage de la foire dans la mémoire collective des Vaudoises et des Vaudois qui nous apparaissait alors comme le point d'entrée idéal pour fédérer un vaste public autour de questions qui dépassaient l'histoire institutionnelle de la foire.

Le Syndic, la vache et le verre de blanc fut conçu autour de trois objectifs principaux: la valorisation des très riches fonds iconographiques de la foire à travers une exposition dans l'espace public; la visibilisation du métier d'historien·ne à l'ère numérique; la décentralisation de l'événement afin de permettre la rencontre avec des publics variés.

En premier lieu, il s'agissait de valoriser les nombreuses archives iconographiques inédites, consultées dans le cadre de nos travaux de recherche sur le sujet.³ En tant qu'historiennes notamment formées à l'histoire du cinéma et des médias, les sources visuelles – photographies, films, documents audiovisuels – constituent un matériau essentiel pour nos recherches. Au moment de nous lancer dans notre projet d'histoire publique, nous étions donc particulièrement intéressées à exploiter le fonds photographique (plusieurs milliers d'images) que le Comptoir suisse avait constitué au fil de son siècle d'existence, et qui est demeuré jusqu'en 2012 dans des caves du Palais de Beaulieu, le site historique de la foire.⁴ C'est finalement une sélection de 120 images issues de ce fonds, désormais déposé aux Archives cantonales vaudoises,⁵ que nous montrerions dans l'exposition installée sur une place du centre-ville de Lausanne.

Cette exposition, qui reprenait le titre du projet éponyme – *Le Syndic, la vache et le verre de blanc. Un siècle de Comptoir suisse à Lausanne* –, s'inscrivait dans une conception traditionnelle de la «communication» ou de la «vulgarisation» scientifique, où une certaine asymétrie des savoirs était non seulement assumée, mais aussi, en quelque sorte, requise.⁶ L'exposition adoptait un modèle de communication scientifique unidirectionnel qui permettait aux publics de se renseigner sur les dimensions politiques, sociales et culturelles du Comptoir suisse à travers le prisme de son riche patrimoine photographique. Plutôt que d'organiser le récit de manière chronologique, l'exposition privilégiait une division théma-

tique. Il s'agissait d'aborder aussi bien l'histoire urbaine et architecturale de la foire, son rôle comme lieu de divertissement et de consommation, que son histoire économique et politique, notamment à travers la question de sa fonction comme lieu de pouvoir, bastion du Parti radical vaudois.⁷

Dans le même temps, en mettant à disposition de nouvelles sources, l'exposition invitait également à s'intéresser davantage à l'histoire de la manifestation.⁸ À l'instar des autres foires d'échantillons qui avaient vu le jour à la fin du XIX^e siècle, avant de connaître leur véritable essor dans le sillage de la Première Guerre mondiale, l'historiographie du Comptoir suisse reste passablement maigre.⁹ D'un côté, dans le champ des *exhibition studies*, l'attention s'est traditionnellement portée sur les très grands événements ponctuels que constituent les expositions universelles et les World's Fairs. De l'autre côté, dans le contexte suisse, l'historiographie s'est essentiellement penchée sur les expositions nationales, dans des publications qui s'inscrivaient très souvent dans un contexte commémoratif (CH 91, Expo.02). Ici encore, la dimension régionale et le caractère périodique du Comptoir peuvent expliquer l'absence d'études historiques exhaustives. Sans pouvoir combler l'ensemble des lacunes historiographiques, notre projet a souligné l'intérêt des foires périodiques dans une perspective d'histoire locale, nationale et transnationale.

Partager et faire connaître les pratiques historiennes

Si, durant sa phase d'exploitation, l'exposition a contribué à construire le Comptoir suisse comme un objet historique dont il s'agissait de communiquer les contours à un public non spécialiste, la manifestation représentait aussi une occasion remarquable de nouer un dialogue entre l'Université et la Cité autour d'un objet connu d'une majorité de Vaudois·es. Notre projet d'histoire publique a ainsi suscité quasi instantanément des réactions, des souvenirs et des commentaires de la plupart de nos interlocuteurs·trices: prendre le Comptoir suisse comme sujet de conversation facilitait (naturellement) les échanges avec les différents publics. La curiosité manifeste envers la foire et son histoire nous a permis d'étendre les objectifs initiaux du *Syndic, la vache et le verre de blanc* au-delà de l'exposition historique afin d'embrasser un deuxième objectif, davantage épistémologique: montrer les coulisses de notre métier. En d'autres termes, en prenant l'histoire d'un événement populaire comme point de départ, nous souhaitions éclairer les méthodes et les pratiques de notre travail. Cet éclairage devait passer non pas via une présentation au public de quelques astuces ou savoir-faire, mais via une invitation à expérimenter l'histoire en train de se faire. Cette dernière dimension était un point cardinal de notre conception de l'histoire publique.

Concrètement, cette démarche passait par une réflexion sur la dimension matérielle du numérique (au cœur de plusieurs travaux récents en histoire des médias)¹⁰ et, par extension, de l'histoire numérique. Il s'agissait de saisir l'occasion offerte par le projet pour réfléchir aux enjeux de la dématérialisation des sources historiques et de leur diffusion sur internet. Accompagner le public dans le processus de numérisation et de publication d'une source privée constituait à nos yeux un moyen de rendre visible les méthodes historiennes et d'entamer une réflexion critique sur les conditions de production des savoirs.¹¹ Surtout, questionner le rôle de certains outils matériels et de certaines procédures, passant volontiers pour ordinaires dans l'exercice rompu de la critique des sources, fut un moyen d'exploiter le potentiel explicatif de l'histoire numérique – ce qu'Andreas Fickers désigne sous le terme de «*digital hermeneutics*».¹² Il s'agissait donc de sortir d'une vision purement utilitariste du numérique pour entamer un dialogue sur les processus d'hybridation – entre analogue et digital – caractérisant le traitement des sources et de leur utilisation dans le cadre d'un projet d'histoire publique, tout en attirant l'attention sur certains enjeux épistémologiques propres au «tournant numérique». Alors que la numérisation croissante de la société fait aujourd'hui l'objet de nombreux travaux dans le domaine des sciences humaines et sociales, les pratiques échappent souvent à ces réflexions. Sans proposer un guide de bonnes pratiques en matière d'histoire numérique, notre projet souhaitait plus simplement attirer l'attention sur quelques enjeux liés à la numérisation et à la publication en ligne de documents historiques.

Au moment de l'exposition, l'attachement de la population vaudoise à «sa» foire s'est manifesté sous la forme de souvenirs (d'enfance), que d'ancien·nes visiteurs·euses ou exposant·es ont partagés avec nous, et par les nombreux documents (photographies, lettres, objets, etc.) retrouvés par des particuliers pour l'occasion. Nous avons alors invité ces publics à venir partager ces documents et ces témoignages dans une démarche qui permettait à la fois d'enrichir notre site internet d'archives inédites et de construire, de manière participative, une documentation historique à partir de sources privées. Dans le «studio» conçu expressément à cet effet et installé au cœur de l'exposition, nous-mêmes et notre équipe de médiateurs·trices avons ainsi accompagné chacun·e des visiteurs·euses dans le processus de numérisation de ses archives personnelles et de leur publication sur internet. Chaque étape de ce processus – la photographie de l'objet ou de la source photographique, l'introduction de métadonnées et d'un descriptif sur la page internet dédiée ou encore l'établissement des droits d'auteurs – a permis un dialogue autour des transformations induites par la traduction d'une source analogique vers son avatar numérique. Ainsi, les outils numériques étaient mobilisés en présence des publics cibles, ceci afin d'encourager leur participation et de

nouer un dialogue approfondi, au-delà des simples «*likes*», si caractéristiques des interactions sur les réseaux sociaux.

À contre-courant d'une démarche qui aurait livré un récit fini, élaboré de bout en bout par des expert·es pour être finalement communiqué à un public «non savant», le deuxième objectif du projet était donc de créer un espace d'expérimentation pour les différents publics. Ici, il s'agissait de considérer ces publics comme des «participant·e·s» plutôt que comme des destinataires passifs, selon une conception désormais largement admise par les spécialistes de l'histoire publique.¹³ Afin de penser les modes d'interactions avec différents publics et à travers de multiples espaces, nous nous sommes appuyées sur les réflexions menées depuis plusieurs années par des chercheurs·euses proposant des modèles pluriels de communication scientifique: en plus du modèle «classique» de transmission d'informations (le modèle unidirectionnel de l'exposition), nous avons souhaité intégrer des approches dialogiques ouvrant la voie à des modes de participation diversifiés, selon le type d'activités proposées (voir ci-dessous).¹⁴ Là aussi, cette diversité des approches nous semblait fondamentale pour un projet d'histoire publique prenant ses quartiers au cœur de la ville.

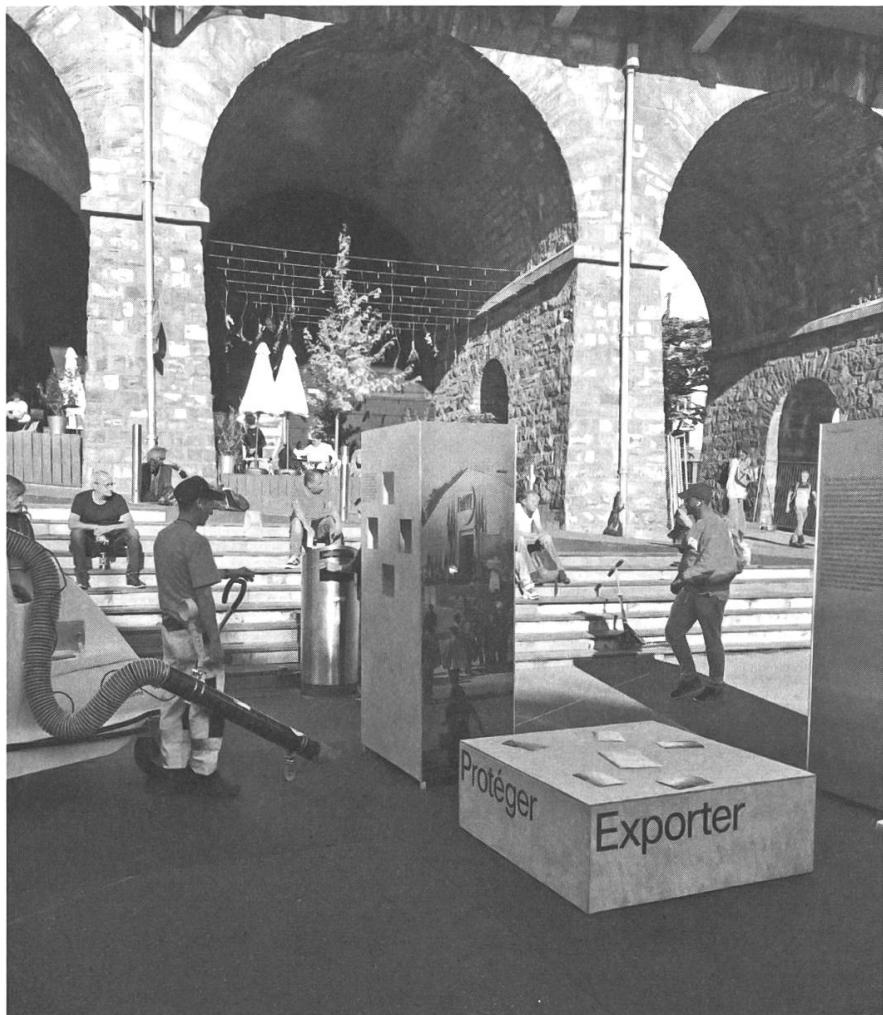
Dialoguer avec les publics

Aller à la rencontre d'une diversité de publics était l'un des autres objectifs du projet. Concevoir un projet décentralisé fut un moyen de donner corps à cette volonté. Située en dehors de l'espace traditionnel du musée, l'exposition s'est déroulée sur une place très fréquentée du centre-ville de Lausanne. Les visiteurs·euses averti·es croisaient les passant·es et les flâneurs·euses qui découvraient le projet au hasard de leur déambulation (Fig. 1). L'emplacement du projet au cœur du quartier du Flon, à la fois centre névralgique en matière de transports publics, lieu fréquenté de divertissement et de restauration et espace regroupant des personnes considérées comme étant à la marge de la société, a permis de faire connaître *Le Syndic, la vache et le verre de blanc* auprès d'un public bien plus large que celui des seul·es amateurs·trices d'histoire locale. L'exposition a ainsi accueilli aussi bien des personnes qui s'étaient déplacées expressément pour en faire la visite que des personnes qui s'étaient arrêtées quelques minutes, arrachant un moment volé dans leur journée de travail (Fig. 2), dans l'attente d'un bus ou d'un rendez-vous. D'autres, généralement discriminées dans l'espace public, pouvaient prendre possession du mobilier urbain et écouter les éventuelles interventions programmées ce jour-là. L'accessibilité de l'exposition était par ailleurs garantie par sa gratuité, ce qui a incité certaines personnes à revenir plusieurs fois sur le site, que ce soit pour partici-

Fig. 1



Fig. 2



Vues de l'exposition, place de l'Europe, Lausanne. Septembre 2019.
(Fig. 1, 3, 4: Laetitia Gessler; Fig. 2, collection personnelle)

per à une activité (voir ci-dessous), discuter avec l'équipe sur place ou simplement manger un sandwich à midi. L'installation du projet sur la place publique a ainsi permis une ouverture optimale à la population, renforcée par ailleurs par la topographie lausannoise: ses ponts reliant les axes de circulation principaux offraient en effet une vue panoramique sur l'installation, sa scénographie et les échanges qui s'y déroulaient (Fig. 3).

En plus de l'exposition, trois autres espaces ou lieux de rencontre ont permis de multiplier les possibilités de dialogue et la dissémination des savoirs historiques: un «studio», un site internet, ainsi que diverses activités de médiation dans les classes du canton de Vaud. Le «studio» fut sans doute l'espace où s'incarna le mieux notre volonté de matérialiser, dans le dispositif d'exposition, les enjeux du «tournant numérique». Consacré à l'échange face à face, il était situé à l'abri des regards. Le public était invité à y nouer des échanges nourris avec les médiateurs·trices. C'est au sein de cet espace que nous avons pu récolter et enregistrer des récits individuels, soit autant de sources dont aucune trace ne persiste dans les archives, à l'instar de ce témoignage qui raconte comment, au début des années 1960, les enfants du quartier de Beaulieu escaladaient les barrières de la foire afin d'y entrer sans devoir s'acquitter d'un billet d'entrée.¹⁵

En plus du contact personnel dans le «studio», la valorisation du patrimoine photographique de la foire se déployait également dans l'espace virtuel. Des photographies d'archives ont ainsi été publiées à intervalles réguliers sur les réseaux sociaux (Facebook et Instagram) et sur le site internet www.unsiecledecomptoir.ch, ce dernier servant également de plateforme virtuelle pour la publication des témoignages récoltés sur le lieu de l'exposition.

Finalement, de nombreuses activités de médiation, organisées sur le site de l'exposition et dans les classes du secondaire II du canton de Vaud, ont été portées par une équipe comprenant des étudiant·es de l'Université de Lausanne et des médiatrices expérimentées. Le contact avec les élèves ainsi qu'avec le corps enseignant a encore contribué à diversifier les publics, tout comme la portée géographique du projet puisque les classes visitées ne se limitaient pas à la région lausannoise mais incluaient des établissements de tout le canton.

À ces divers espaces de visibilisation et de contact se sont ajoutés des événements ponctuels qui ont rythmé les deux semaines de l'exposition: des ateliers pour séniors dans des EMS et sur la place de l'Europe au Flon; des visites éclair sans inscription; une table ronde croisant des regards scientifiques et militants autour de la question du «village noir» et de l'imaginaire colonial du Comptoir; une soirée au cinéma City-Club à Pully co-organisée avec les Archives de la Radio Télévision Suisse romande mettant à l'honneur certaines archives audiovisuelles de la foire lausannoise, et plusieurs autres activités offertes au public.¹⁶ Cette histoire «hors les murs» (de l'Université, des écoles ou du musée) a large-



Fig. 3

ment profité du concept scénographique et de médiation que nous avons élaboré avec l'équipe du projet. Tirant profit de l'expertise du scénographe Stéphane Klaefiger, nous avons dès le départ conçu l'espace d'exposition non pas comme un simple espace de monstration, mais comme un lieu de rencontre et de repos, qui pouvait interrompre pour un bref moment le flux quotidien des usagers·ères de la ville. Ainsi, la création d'un mobilier urbain installé au centre de l'exposition faisait partie dès le départ de la scénographie. Il invitait les personnes de passage à s'arrêter un instant pour observer à leur guise les éléments d'exposition («totems photographiques») disposés sur la place de l'Europe (Fig. 4). L'objectif était au fond de réaliser ce qui n'aurait pas été possible à l'intérieur des murs d'un musée: attirer l'attention d'un public fortuit et de passage, qui n'aurait pas nécessairement franchi les portes d'une institution culturelle pour visiter une telle exposition.

Dans la même idée, le choix fut fait d'assurer une présence en continu de médiateur·rices pendant les heures d'ouverture de l'exposition. De la sorte, le site de l'exposition était vivant et animé à tout moment: le dialogue avec les visiteur·euses pouvait intervenir en tout temps et les prestations proposées ont été sans doute plus diversifiées. Récolte de témoignages, informations sur les événements à venir, ou même... renseignements sur l'emplacement de l'arrêt de bus le plus proche. Cette ouverture vers la ville et ses habitant·es tranche avec le modèle traditionnel de l'exposition historique telle qu'elle peut notamment être



Fig. 4

conçue dans un contexte muséal, non seulement en raison de son implantation dans un espace public et ouvert, un lieu de passage, mais encore en raison de sa gratuité. Au moment de penser notre projet et d'entamer les demandes de financement, nous n'avions pas anticipé que le site de l'exposition deviendrait dès son ouverture, et à la faveur du beau temps, un lieu de rencontre, convivial, ouvert à tous et à toutes, où il était possible de boire un café, jouir des bancs et des tables à disposition, et ce sans condition. À bien des égards, cette dimension fut pour nous l'une des plus enrichissantes du projet. Elle nous a permis de sortir de notre rôle traditionnel d'enseignante-chercheuse pour endosser une identité professionnelle aux contours plus fluides, évoluant au gré des discussions avec différentes catégories de publics.

La présence du projet dans l'espace public constituait ainsi le centre de la *médiation* scientifique que nous comprenions comme un moment de coconstruction des savoirs et de partage avec les publics. Cette double dimension dessinait les contours de notre définition d'une histoire publique non seulement ouverte à la Cité, mais implantée en son cœur. De plus, l'articulation entre les souvenirs personnels du public et une histoire plus traditionnelle, construite à partir de recherches en archives, produisait des savoirs nouveaux, dès lors qu'ils convoquaient l'expérience sensible du public, absente des documents historiques.

Aujourd'hui, aucune trace de ces installations éphémères ne persiste dans l'espace public et les rencontres tissées au fil du projet appartiennent désormais au passé. On ne saurait, toutefois éluder tout à fait la résonance d'un tel projet dans le temps long de la recherche. Éphémère par vocation, *Le Syndic, la vache et le verre de blanc* continue paradoxalement à nous accompagner, que ce soit à travers un projet de livre,¹⁷ des conférences, mais aussi en suscitant une réflexion plus approfondie sur les modes de faire l'histoire (publique) – dont témoigne d'ailleurs cet article. Ce projet ambitieux aura donc porté ses fruits au-delà de la belle saison d'automne 2019.

L'expérience accumulée ne le fut pas seulement en termes de compétences dans le domaine de la médiation en sciences historiques ou de la gestion de projet. La dimension réflexive de notre démarche, soucieuse d'investir des lieux décentralisés, en marge des institutions culturelles, nous a incontestablement menées à remettre en question nos manières de faire et d'écrire l'histoire. Sans négliger le rôle évidemment essentiel de l'analyse et de la critique des sources dans la production des savoirs historiques, ce projet a été l'occasion d'observer sur le terrain la manière dont l'histoire publique pouvait produire de nouveaux savoirs, dans un cadre respectueux du public. Restait encore à déterminer dans quelle mesure ce projet d'histoire publique, à maints égards enrichissant, trouverait sa place dans notre cursus académique.

Mettre en œuvre un projet d'histoire publique

Élaboré autour d'une exposition, d'activités de médiation, d'une série d'événements scientifiques et d'un site internet, *Le Syndic, la vache et le verre de blanc* mettait l'accent sur la matérialité des sources historiques et leurs transformations à l'ère numérique. Les sources photographiques issues des archives, tout comme les documents privés apportés par les visiteur·euses, furent au cœur du dialogue noué avec les publics autour des objets et des méthodes de l'histoire. En filigrane, la préparation de ce projet nous a également amenées à réfléchir aux

ressources indispensables à sa réalisation et à ses conditions de possibilité. En effet, nous nous sommes rapidement rendu compte que, outre l'enjeu financier qui fut primordial tout au long du processus, la question des ressources humaines s'avéra importante et par moments délicate. Cette dernière partie propose donc de prolonger la réflexion sur les «matériaux» de l'histoire publique par un retour sur expérience plus personnel qui n'est pas sans résonance avec les débats menés actuellement sur la précarité académique. Cette dernière partie a pour objectif de témoigner de quelques difficultés rencontrées sur le terrain.

L'histoire publique, par sa nature même – invitant à repenser l'autorité longtemps incontestée de l'historien·ne –, encourage une démarche réflexive qui permet d'éclairer certains impensés du travail académique. À nos yeux, conduire un projet d'histoire publique va donc nécessairement de pair avec une réflexion sur les conditions mêmes de production de telles initiatives pour leurs initiateur·trices ainsi que sur le contexte institutionnel qui les a vues naître. Que l'on songe aux conditions requises pour faire carrière dans le domaine académique (mobilité internationale, publications...), ou aux orientations prises par nombre d'universités et par les institutions responsables de la recherche en Suisse pour encourager les chercheur·euses à s'engager dans des projets de communication scientifique (développement des services de médiation, mise à disposition de nouveaux instruments de financement), tous ces éléments pèsent nécessairement sur la mise en œuvre de projets d'histoire publique. Comme nous le rappelions en introduction de cet article, pour les chercheuses post-doc que nous étions alors, ce contexte institutionnel fut plus déterminant encore. Mais dans ce cas, pourquoi entreprendre un tel projet et quels enseignements en tirer? Ce retour sur expérience rend compte de notre pratique en tant que chercheuses et en tant que femmes, il est donc nécessairement situé.

Plusieurs éléments peuvent être mentionnés. Ils relèvent aussi bien de considérations stratégiques, liées aux possibilités de financement à ce stade de la carrière académique, que de considérations personnelles. Dans notre cas, l'envie de sortir des sentiers battus du travail académique pour expérimenter de nouveaux formats d'écriture de l'histoire et pour nouer de nouvelles collaborations joua un rôle essentiel dans notre décision de soumettre une demande de financement auprès du programme Agora du FNS.

Commençons donc par quelques considérations budgétaires, puisque sans le financement du FNS, jamais un tel projet n'aurait pu voir le jour. La somme de 190 000 francs accordée par le FNS a en effet représenté l'essentiel du budget, dont seul un cinquième (49 000 francs) est provenu de fonds tiers (Loterie Romande, Fondation UBS pour la culture, Faculté des lettres de l'UNIL). Le rôle du programme Agora fut ici décisif, non seulement en raison du montant remarquable de la contribution apportée, mais aussi parce que le seuil d'accès à

un tel financement était moins élevé que pour d'autres instruments du FNS.¹⁸ L'instrument Agora, introduit en 2012 pour soutenir des projets dits de communication scientifique, autorise en effet toute personne employée à 20 % au minimum dans une université suisse à déposer une requête auprès du FNS.¹⁹ Sur les 268 financements Agora accordés par le FNS depuis 2012, un tiers environ (89, soit un taux proche de celui observé pour les autres instruments) l'ont été à des femmes, sans que l'on puisse déterminer avec certitude la fonction académique occupée par les requérant·es au moment de l'obtention de la demande. Contrairement à un projet de recherche libre auprès de la Division I du FNS, dont les requérant·es ne peuvent être que des enseignant·es-chercheur·euses stabilisé·s, les conditions d'octroi d'un subside Agora étaient, et sont encore, plus souples. Un tel subside permet de mener un projet en nom propre. Dans notre cas, il nous a aussi permis d'expérimenter de nouveaux modes de collaboration par la mise en place d'une codirection.

Ce dernier point représentait à nos yeux un élément crucial. En effet, à ce stade de la carrière, il existe peu d'autres occasions de développer de telles collaborations. Les recherches post-doctorales sont fondées sur un modèle de carrière individuel et valorisent peu la dimension collective du travail académique, sinon peut-être à travers des partenariats institutionnels qui doivent démontrer l'insertion du jeune chercheur ou de la jeune chercheuse dans un réseau préexistant et sa capacité à se profiler dans son champ de recherche. Quant aux postes professoraux en *jobsharing*, où un véritable partage des compétences, des prises de décision et des responsabilités peut être mis en œuvre, ils ne représentent qu'une portion extrêmement minoritaire des positions mises au concours dans les universités suisses, à plus forte raison dans le domaine des sciences humaines et sociales.²⁰ Dans notre cas, mettre sur pied un projet d'histoire publique constituait par conséquent une occasion unique d'expérimenter et de développer le *jobsharing* dans un milieu qui, de toute évidence, entretient de vives réticences vis-à-vis d'un tel modèle.

À première vue, tout pourrait porter à croire que les incitations des instances universitaires (développement des services de médiation au sein des universités et de certaines facultés) et de la recherche (programme Agora du FNS) tout comme la multiplication des instruments de financement mis à la disposition des enseignant·es-chercheurs·euses offrent les conditions idéales pour que se développe la communication ou la médiation scientifique, selon l'appellation privilégiée. Reste, malgré tout, la question du statut de telles initiatives dans le cursus des chercheur·euses, en particulier pour celles et ceux qui n'occupent pas encore un poste stabilisé. Deux éléments doivent être considérés de plus près: le temps et l'énergie déployés pour mener à bien un projet d'histoire publique impliquant des acteurs académiques et non académiques; la reconnaissance et la valorisation

des activités de communication scientifique dans l'évaluation des profils académiques des personnes n'occupant pas une position stable.

Contrairement à la conduite d'une recherche ordinaire, celle d'un projet de communication scientifique nécessite la mise en place de collaborations de diverses natures, en particulier avec des acteurs non académiques ou para-académiques. Dans notre cas, leur contribution fut indispensable, non seulement en termes de ressources partagées, mais aussi de compétences et de savoir-faire mis à notre disposition. Citons à cet égard le cas des Archives cantonales vaudoises qui acceptèrent de numériser plus de 200 photographies issues du fonds de la Coopérative du Comptoir suisse et d'en assumer le coût ou le cas de la revue d'histoire *Passé simple* qui accueillit un numéro spécial consacré à la Foire de Lausanne, distribué gratuitement sur le site de l'exposition. Les ateliers de médiation proposés aux classes du secondaire II bénéficièrent du soutien de l'Interface science-société (aujourd'hui: Service Culture et Médiation scientifique de l'UNIL), tandis que nous organisions en partenariat avec la RTS une rétrospective des archives télévisuelles du Comptoir suisse dans un cinéma de la région lausannoise (City Club Pully). Quant à l'équipe engagée, composée en particulier d'un coordinateur, d'une médiatrice, d'un scénographe, d'un webmaster, d'un graphiste et de nous-mêmes, elle fut aussi le creuset de nombreuses discussions sur les orientations générales et les nécessaires ajustements à apporter aux lignes directrices de l'exposition et des activités de médiation.

La nature interdisciplinaire et interprofessionnelle de ces collaborations figure parmi les richesses indéniables d'une telle expérience. Elles incitent au décentrement et permettent d'acquérir des connaissances et des savoir-faire qui ne sont guère enseignés dans le cadre d'un cursus académique. Toutefois, la multiplication des partenariats institutionnels, conjuguée à la nécessité de trouver des financements additionnels pour assurer la faisabilité des différents volets du projet, fut dans certains cas un facteur de surcharge. Chacun des partenariats exigeait de nombreuses réunions pour ajuster les attentes mutuelles, mais aussi pour décider de la répartition des tâches et des responsabilités, non sans parfois susciter certaines tensions ou créer le sentiment de devoir consacrer beaucoup de temps à la recherche de solutions communes. À cela s'est ajouté, à de nombreuses reprises, le fait de nous retrouver face à des interlocuteurs de genre masculin, plus âgés que nous et occupant une fonction dirigeante. En effet, parmi les multiples partenaires avec lesquels nous avons collaboré, seule une minorité d'entre eux étaient des femmes. On conçoit donc combien des enjeux de nature organisationnelle et matérielle ont pu interagir avec des enjeux de nature symbolique, et combien il a fallu dans certains cas faire valoir notre place de cheffes de projet en tant que femmes et chercheuses non stabilisées dans un espace résolument masculin.

Si ce sont là des phénomènes propres à toute collaboration, il faut préciser encore le statut particulier qui était le nôtre puisque nous n'étions pas rémunérées dans le cadre du projet. Dans le cadre du soutien Agora, le FNS n'autorise en effet pas la rémunération des requérante·s de projet.²¹ Ce sont donc nos bourses de mobilité post-doctorales, obtenues peu auparavant, qui nous ont permis de survenir à nos besoins, sans pour autant pouvoir remplir les exigences propres à celles-ci puisque nous étions entièrement absorbées par la gestion de notre exposition. En effet, nous supervisions une équipe qui, à son effectif maximum à l'automne 2019, employait ou mandatait 14 personnes, nécessitant par conséquent une importante implication de notre part en termes de gestion des ressources humaines. Ce facteur temps nous a poursuivies tout au long de la réalisation du projet. Rappelons que nous avions commencé à y travailler à l'été 2017, avec pour objectif d'inaugurer l'exposition et les diverses activités qui devaient l'entourer à l'automne 2019. Sans en avoir absolument conscience sur le moment, il nous apparaît rétrospectivement que ce projet de longue haleine entraînait en tension avec notre statut de chercheuses post-doctorales, et les exigences liées à cette période singulière de la carrière académique: nous étions alors également au bénéfice de bourses de mobilité, assorties pour l'une d'entre nous à une charge de cours. Aussi, de nombreux aménagements furent-ils nécessaires pour mener à bien un cahier des charges très éclaté, et un emploi du temps partagé entre la Suisse, la France, le Luxembourg, l'Écosse et les États-Unis. À cela se sont ajoutés nos congés maternité respectifs, intervenus à l'été et à l'automne 2018, mais durant lesquels nous avons continué à travailler et à superviser notre équipe. En effet, plus encore que dans le cadre d'un projet de recherche dont l'interruption par un congé maternité peut s'avérer lourde de conséquences,²² un projet Agora s'accorde mal à un arrêt temporaire de l'activité professionnelle. Dans notre cas, trop de partenaires attendaient nos décisions, la livraison de contenus, trop de collaborateur·trices avaient besoin de nos retours. On le voit, les conditions matérielles étaient particulières: mener de front des recherches post-doctorales et un projet de communication scientifique à différentes échelles géographiques, nouer des partenariats et diriger une équipe, tout cela sans bénéficier d'une véritable assise institutionnelle ni d'un apport financier supplémentaire, entamer chacune à notre tour un congé maternité sans possibilité d'être remplacées ou d'ajourner nos engagements.

Conclusion

Rétrospectivement, les activités que nous avons conduites à l'occasion de ce projet d'histoire publique, mais aussi en parallèle de celui-ci, nous apparaissent comme emblématiques de la phase qui s'ouvre après le doctorat, soit une période

d'instabilité liée à l'enchaînement de contrats de courte et moyenne durées. À nos yeux, prendre de nouvelles initiatives, lancer des collaborations extra-universitaires, renforcer notre réseau à l'international ou encore améliorer la visibilité de nos travaux par le biais de publications constituaient alors autant d'occasions de «construire» notre dossier académique et de nous profiler sur le marché du travail universitaire. Cette phase cruciale de la carrière professionnelle, marquée par une pression certaine, a de plus coïncidé avec des changements importants sur le plan personnel et familial, où notre identité de genre intervenait une nouvelle fois de manière décisive. À l'instar de nombreux·ses collègues, dont les voix ont commencé à émerger dans l'espace public notamment grâce à l'initiative «Pétition Academia»,²³ nous nous retrouvions alors tiraillées entre diverses injonctions, les conditions de travail précaires du personnel académique non stabilisé et leur impact immédiat sur la vie privée (en termes de planification à moyen et long terme, notamment, mais également au niveau salarial par exemple).

De notre point de vue, revoir le statut de tels projets et leur inscription dans le cursus académique serait une manière de remédier à certaines des difficultés rencontrées. Alors que de plus en plus de profils de postes professoraux mis au concours exigent une expérience de médiation et de communication scientifique, il est impératif de repenser le statut singulier de ce type d'activités, trop souvent considérées comme une simple annexe aux deux piliers du travail académique que sont la recherche et l'enseignement. En effet, si dans leurs plans d'intention, les universités soulignent désormais l'importance du lien avec la Cité, l'évaluation des dossiers de candidature pour des postes stabilisés se fait souvent sur la base de critères traditionnels (liste des publications, des projets de recherche acquis, des collaborations internationales). Les projets d'histoire publique risquent dès lors de se transformer en un frein de carrière, et cela encore plus pour des (jeunes) chercheuses qui jonglent entre exigences académiques, responsabilités familiales et l'inégalité structurelle qui continue à peser sur les trajectoires féminines en raison notamment du plafond de verre.²⁴

Au-delà du seul domaine des sciences historiques, la communication scientifique endosse désormais un rôle politique et sociétal de premier plan en ce qu'elle abolit, du moins temporairement, les frontières entre «nous» et «les autres», entre la communauté académique et la Cité. À l'heure de critiques de plus en plus vives envers la science, le savoir scientifique et leurs expert·es, il est certain que la communication ou la médiation scientifiques (quel que soit le nom qu'on leur donne) figureront de plus en plus fréquemment dans les cahiers des charges académiques. Ainsi, à mesure que l'histoire publique trouve une certaine légitimité dans les cursus académiques (plusieurs universités en Suisse romande, comme à Genève ou à Fribourg, proposent déjà des enseignements d'histoire publique

à leurs étudiant·es), nous pouvons espérer que le travail visible et invisible des historien·nes porteurs·euses de projets de communication scientifique soient estimés à leur juste valeur.

Comme notre projet nous l'a enseigné, la communication scientifique ne se réduit pas à un don ou à un partage unidirectionnel, où les chercheurs·euses rendraient simplement compte devant un plus large public des travaux réalisés derrière les portes closes de l'Université: *Le Syndic, la vache et le verre de blanc* témoigne du potentiel épistémologique des collaborations avec des publics non académiques, en ce qu'il produit de connaissances propres qui n'auraient pas pu émerger par un travail d'écriture traditionnel. En concevant notre projet au-delà d'un exercice de vulgarisation de nos connaissances historiques, nous avons vu émerger, certes à une échelle modeste, une histoire du quotidien, une dimension absente des archives, et qui n'est pas sans rappeler les résonances affectives que de tels projets peuvent susciter auprès du public.²⁵ Ce projet nous aura surtout montré que l'histoire (publique) peut donner lieu à des rencontres – même fugaces – où nouer un lien entre histoire, mémoire collective et récit de vie individuel. C'est dans cette zone délicate, où se négocient différentes conceptions de l'histoire, que l'historien·ne public·que peut pleinement jouer son rôle de prescripteur·trice en matière de méthode et de bonnes pratiques, tout en offrant une interface à même de revisiter les hiérarchies traditionnelles de la production des connaissances. Curieusement, l'attention portée au terrain, qui fut notamment au cœur de la recherche-action en sociologie, a trop souvent été délaissée par les historien·nes, comme si le travail rigoureux sur les sources nous avait en quelque sorte dispensé·es de réfléchir au potentiel de transformation porté par notre discipline, y compris par l'exploration de nouveaux formats d'écriture. L'intérêt suscité par l'histoire publique constitue aujourd'hui une occasion remarquable de repenser notre rôle dans le débat public comme force de proposition et d'action.

Zusammenfassung

Public History, Karrierewege und Gendereffekte

Feedback aus der Praxis

Wer macht Public History? Und unter welchen Bedingungen? Lassen sich die Anforderungen eines öffentlichen Geschichtsprojekts mit den Imperativen des akademischen Lehrens und Arbeitens vereinbaren? Diese Fragen, die sich auf die Veränderungen der Tätigkeiten in Forschung- und Lehre beziehen, sind nicht rein theoretischer Natur. Sie kamen im Zug eines Public-History-Projekts auf, das im Herbst 2019 in Lausanne stattgefunden hat. Dieses Projekt, das auf einem umfangreichen Korpus von Bildarchiven aufbaute, die erstmals der Öffentlichkeit präsentiert wurden, nahm vom 100-Jahr-Jubiläum der Foire nationale de

Lausanne (Comptoir suisse) seinen Ausgang. Es verfolgte das Ziel, eine kritische Geschichte dieser Veranstaltung, die stark im kollektiven Gedächtnis verankert ist, zu präsentieren und dank persönlichen Begegnungen das Publikum und dessen Erinnerungen einzubringen. Dabei wollte das Projekt insbesondere auch auf die Herausforderungen der Geschichte im digitalen Zeitalter hinweisen. Der Beitrag gibt einen Rückblick auf die Erfahrungen mit diesem Public-History-Projekt und stellt gleichzeitig Überlegungen an über Chancen und Grenzen solcher Projekte für Lehrpersonen und Forscher:innen.

(Übersetzung: Die Herausgeber:innen)

Notes

- 1 *Le Syndic, la vache et le verre de blanc. Un siècle de Comptoir suisse à Lausanne*, unsieclede-comptoir.ch (8. 9. 2022). L'exposition a été présentée du 14 au 29 septembre 2019 sur la place de l'Europe à Lausanne. Elle a été montrée une nouvelle fois, du 18 novembre au 3 décembre à l'Université de Lausanne (Bâtiment Anthropole), sans toutefois le «studio» et les activités de médiation associées.
- 2 Claire Lemercier, «Pour qui écrivons-nous?», *Revue d'histoire moderne et contemporaine* 62/5 (2015), 43–61, repris dans Axelle Brodiez-Dolino et Émilien Ruiz, «Les écritures alternatives. Faire de l'histoire <hors les murs?»), *Le Mouvement social* 269–270/4 (2019), 5–45.
- 3 Voir en particulier Claire-Lise Debluë, *Exposer pour exporter. Culture visuelle et expansion commerciale en Suisse (1908–1939)*, Neuchâtel 2015, DOI: 10.26530/OAPEN_59427.
- 4 Voir l'inventaire du fonds PP 996 de la Coopérative du Comptoir suisse aux Archives cantonales vaudoises, p. 3.
- 5 En plus des archives du fonds déposés aux ACV, nous avons également consulté les archives de la RTS, ainsi que plusieurs fonds de photographie de presse, dont le fonds Actualités suisses Lausanne et Presse diffusion Lausanne déposé au Musée national suisse à Zurich. À noter également la très riche collection photographique du Musée historique de Lausanne.
- 6 Voir Stefan Bauernschmidt, «Öffentliche Wissenschaft, Wissenschaftskommunikation & Co.», in Stefan Selke, Annette Treibel (éd.), *Öffentliche Gesellschaftswissenschaften. Grundlagen, Anwendungsfelder und neue Perspektiven*, Wiesbaden 2018, 21–42.
- 7 Les cinq thématiques de l'exposition étaient: Bâtir / Transformer – Consommer / se Divertir – Protéger / Exporter – Labourer / Mécaniser – Gouverner / Contester.
- 8 Un exemple parlant de l'aller-retour entre un projet d'histoire publique et la recherche «pure» fit celui de la collaboration avec Alexandra Schmidt et Marie Sandoz, qui ont contribué au numéro spécial de *Passé Simple*. Dans les deux cas, le bref article rédigé cette occasion a donné lieu à des recherches plus exhaustives qui se retrouvent désormais dans les thèses des chercheuses. Voir Alexandra Schmidt, «Le comptoir en photographies», et Marie Sandoz, «À la conquête de l'espace», in Claire-Lise Debluë, Anne-Katrin Weber (éd.) «Une foire dans le siècle», *Passé Simple* 47 (septembre 2019).
- 9 Voir Debluë (voir note 3), 217–229; Claire-Lise Debluë, «Des Galeries du commerce à la campagne de Beaulieu. Itinéraire d'une foire commerciale», in Vanessa Diener, Gilles Prod'hom, David Ripoll (éd.), *Architecture de poche. Banques et commerces à Lausanne*, Berne 2021, 36–53. En ligne: www.peristyle.ch/des-galeries-du-commerce-a-la-campagne-de-beaulieu.html.
- 10 Monika Dommann, Hannes Rickli, Max Stadler (éd.), *Data Centers. Edges of a Wired Nation*, Zurich 2020.
- 11 Thomas Cauvin, *Public History. A Textbook of Practice*, New York 2016.
- 12 Andreas Fickers, «Digital Hermeneutics. The Reflexive Turn in Digital Public History?», in

Serge Noiret, Mark Tebeau, Gerben Zaagsma (éd.), *Handbook of Digital Public History*, Berlin 2022, 139–147.

- 13 Cauvin (voir note 11), 14.
- 14 Nous nous sommes en particulier appuyées sur le concept de l’«autorité partagée» tel qu’il a été formulé dès les années 1980 par Michael Frisch, puis repris par Thomas Cauvin (2016). La notion valorise une relation plus horizontale entre scientifiques et publics, invitant ces derniers à être des participants actifs et à œuvrer à la coconstruction de nouveaux savoirs. Pour Cauvin, l’inclusion de voix multiples dans l’élaboration d’une analyse historique permet notamment «la diversité dans les mises en récit historiques». Cauvin (voir note 11), 217.
- 15 Voir <https://unsiecledecomptoir.ch/la-resquille> (8. 9. 2022).
- 16 Pour la liste des activités organisées, voir <https://unsiecledecomptoir.ch/a-propos/evenements-passes> (8. 9. 2022).
- 17 Nous sommes actuellement en train de préparer un ouvrage collectif tiré de l’exposition et du projet, publié par les Éditions Alphil, et conçu par le graphiste du projet, Sébastien Vigne du bureau Notter+Vigne.
- 18 Précisons toutefois que le Prof. Olivier Lugon (UNIL) a accepté de figurer en tant que corequérant du projet.
- 19 Voir www.snf.ch/fr/JnT2xEAERCgO8qQc/encouragement/communication-scientifique/agora (8. 9. 2022).
- 20 Il n’existe, à notre connaissance, aucune statistique sur le sujet. Le constat se base donc sur une observation empirique de la structure des emplois académiques au niveau professoral.
- 21 Cela est toujours le cas avec les projets FNS. Notre qualité de requérante et de corequérante d’un projet FNS ne nous autorisait pas à être employées par le projet. Nous étions en revanche au bénéfice d’une bourse de mobilité du FNS et, à certaines périodes, rémunérées en qualité de chargées de cours.
- 22 Voir Alice Raybaud, «Chez les jeunes chercheuses, l’expérience complexe de la grossesse: «Je me sentais coupable d’être enceinte», *Le Monde*, 13. 12. 2022, www.lemonde.fr/campus/article/2022/12/13/chez-les-jeunes-chercheuses-l-experience-complexe-de-la-grossesse-je-me-sentais-coupable-d-etre-enceinte_6154136_4401467.html#xtor=AL-32280270-5Btwitter%5D-%5Bios%5D (13. 12. 2022).
- 23 Voir <https://campaign.petition-academia.ch> (8. 9. 2022).
- 24 Farinaz Fassa, Sabine Kradolfer (éd.), *Le plafond de fer de l’université. Femmes et carrières*, Zurich 2010.
- 25 Cauvin (voir note 11), 217.